



Amélioration des peuplements forestiers

Mesure 8, sous mesure 08-06, déclinaison 08-06-01 (PDR Champagne Ardenne)

(Mesure 8, sous mesure 08-06, déclinaison 08-06-0B PDR Lorraine)

APPEL A CANDIDATURES N°5 -2018-2020 FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Date limite de dépôt de la demande : 10 juillet 2020

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir**

**Qui contacter pour toute information ?
Où faire parvenir votre dossier de candidature ?**

Pour les départements des Ardennes, de la Marne, de l'Aube et de Haute Marne :

| DDT des Ardennes | DDT de la Marne |
|--|--|
| <p>Service environnement</p> <p>3 rue des Granges Moulues BP 852 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES cedex</p> <p>☎ 03 51 16 50 00 damien.martin@ardennes.gouv.fr</p> | <p>Service Environnement, Eau, Préservation des ressources</p> <p>40 boulevard Anatole France BP 60554 51022 CHALONS EN CHAMPAGNE cedex</p> <p>☎ 03 26 70 80 00 ddt-seepr@marne.gouv.f</p> |
| DDT de l'Aube | DDT de Haute Marne |
| <p>Service économies agricoles et forestières</p> <p>1 Bd Jules Guesdes B.P. 769 10000 TROYES</p> <p>03 51 55 60 32 ou 03 25 71 18 00 ddt-seaf-bdrf@aube.gouv.fr</p> | <p>Service Environnement, Forêt</p> <p>82 rue du Commandant Hugueny CS 92087 52903 CHAUMONT Cedex</p> <p>☎ 03 51 55 60 32 frederic.larmet@haute-marne.gouv.fr</p> |

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

| NOM DU DEMANDEUR | |
|---|----------------|
| Date de dépôt de la demande d'aide | ___/___/____ |
| Date de début d'éligibilité des dépenses (AR) | ___/___/____ |
| N° administratif de dossier (Osiris) | R..... - _____ |

b) Nature, descriptif du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs,)

.....

(Pour préciser les modalités de mélanges d'essences prévues, et les densités associées, vous pouvez utiliser le tableau d'aide au calcul des densités de plantation en Annexe n°1 de ce formulaire).

c) Garantie de gestion durable (cocher obligatoirement au moins une case et joindre obligatoirement le justificatif ou l'attestation de procédure en cours.)

Les parcelles constituant le projet bénéficient d'une garantie de gestion durable parmi les suivantes :

- Aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- Plan simple de gestion obligatoire agréé par le CNPF
- Plan simple de gestion volontaire agréé par le CNPF
- Règlement type de gestion agréé par le CNPF
- Adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles et programme de coupes rédigé
- Adéquation du projet avec le document de gestion durable
- Autre **à préciser** :

(Zone NATURA 2000 : si existence DOCOB, adhésion à une charte ou à un contrat)

d) Calendrier prévisionnel des investissements (attention à être cohérent avec les délais indiqués dans l'AAC)

• Date prévisionnelle de début des travaux : _____ (mois, année)

| année de réalisation des travaux | dépense prévisionnelle correspondante (€) |
|-----------------------------------|---|
| | _ _ _ _ _ _ _ |
| | _ _ _ _ _ _ _ |
| | _ _ _ _ _ _ _ |
| | _ _ _ _ _ _ _ |
| TOTAL des dépenses prévues | _ _ _ _ _ _ _ |

• Date prévisionnelle de fin des travaux : _____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

a) Les dépenses matérielles éligibles présentées dans le cadre de cette demande Une parcelle peut être concernée par plusieurs travaux et par plusieurs coûts plafonds (attention à la cohérence avec le tableau p.5 et le tableau de l'annexe 1)

| Opération | Section cadastrale | N° de parcelle cadastrale | Subdivision cadastrale | Surface (ha) | Prix unitaire (€/ha) | Montant prévisionnel HT en € par action |
|---------------------------------------|--------------------|---------------------------|------------------------|--------------|----------------------|---|
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |
| TOTAL des dépenses matérielles | | | | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ |

b) Les dépenses immatérielles éligibles directement liés au projet présentées dans le cadre de cette demande :

Rappel : les dépenses immatérielles sont plafonnées à 10% des dépenses liées aux investissements matériels HT. Pour être éligibles, elles doivent être suivies des investissements matériels correspondants.

| Poste de dépenses et nature de l'action | Nom du prestataire à l'origine du devis présenté et retenu (doit correspondre avec le devis fourni, identifié comme étant retenu) | Précision et/ou observation | Montant prévisionnel HT en € |
|---|---|-----------------------------|------------------------------|
| | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| TOTAL des dépenses immatérielles | | | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |

TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES : attention les montants doivent être cohérents avec les devis présentés et avec les totaux.

| Poste de dépense | Montant prévisionnel HT en € |
|------------------------------------|------------------------------|
| Investissements matériels | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| Investissements immatériels | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |
| TOTAL des dépenses | _ _ _ _ _ _ _ , _ _ |

INDICATEURS

Par ces caractéristiques,

ce projet intervient indirectement en faveur de la biodiversité ? : oui: non: ;

a permis la création (vraie) de |_|_| emploi(s) ?, dont |_|_| occupé(s) par une (des) femmes ? ;

et se réalise en Champagne-Ardenne exclusivement ?, sinon pourcentage de surfaces hors Champagne-Ardenne : |_|_|_|_|, |_|_|_|_| %

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des subventions mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur pour le projet :

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux demandés par le biais de la présente demande et que ceux précisés dans le plan de financement,
- ne pas avoir bénéficié de subvention, notifiée après le 1^{er} janvier 2007, dans le cadre d'un programme européen sur les surfaces présentées dans cette demande d'aide
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, et notamment être informé que ces délais devront, le cas échéant, être réduits afin de respecter l'obligation de déposer auprès du guichet unique, au plus tard à la date indiquée dans la convention juridique, ma dernière demande de paiement accompagnée de l'ensemble des justificatifs
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande.
- être à jour de mes obligations légales, administratives, fiscales, comptables et sociales (GF, GFA, GFR)

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide,
- à informer la DDT (guichet unique) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- à remplir les obligations de résultat figurant dans l'arrêté MFR – Annexe 2,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux déjà indiqués précédemment,
- à fournir aux services instructeurs les liasses fiscales, le cas échéant, des 3 dernières années, sur demande,
- à respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du MAAF pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date du solde de la subvention,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- à respecter les règles de publicité qui m'auront été précisées au moment de la décision juridique,
- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR N'EST PAS LE PROPRIETAIRE : (Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
- que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date du solde de la subvention,
- de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

J'atteste

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et des pièces jointes,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

PIECES A FOURNIR

| Pièces | Type de demandeur et de projet concerné | Pièce jointe | Réservé au service instructeur |
|--|---|--------------------------|--------------------------------|
| Exemplaire original de la demande complété et signé par le représentant légal du porteur de projet | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Extrait de la matrice cadastrale de l'année en cours, acte notarié | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Tableau d'aide au calcul des densités –Annexe 1 | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Grille de sélection du dossier de demande d'aide -annexe 2 | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Etude d'opportunité (données obligatoires à fournir) – annexe n°3 en totalité | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Etude de faisabilité préalable à la réalisation des travaux, notamment en matière de durabilité environnementale sur la base de la partie n°8 de l'annexe n°3. Cette partie n°8 doit être développée si le projet est situé en zone Natura 2000 pour démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs dûs à la classification du site. | Tout projet. Partie 8 à développer si projet situé en zone Natura 2000 | <input type="checkbox"/> | |
| Plan de situation au 1/25 000 daté signé | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux, par nature de dépense (nombre de devis dépendant du montant total du projet) | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à RTG ou CBPS avec programme de coupes) | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Attestation sur le taux de réalisation des travaux prévus au document de gestion, et sur leur conformité | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Attestation d'engagement dans une démarche d'éco certification des forêts (PEFC, FSC, ...) | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Relevé d'identité bancaire (en format IBAN) | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Liste des aides publiques perçues au titre du règlement "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire – annexe n°6 | Tous | <input type="checkbox"/> | |
| Extrait K-bis (moins de 3 mois) | Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) | <input type="checkbox"/> | |
| Exemplaire des statuts à jour | Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) | <input type="checkbox"/> | |

| | | | |
|--|--|--------------------------|--|
| Mandat des propriétaires – annexe n°4 | Structure de regroupement ou mandat donné à un propriétaire pour le projet groupé, ou mandat donné au gestionnaire | <input type="checkbox"/> | |
| Avis de situation au répertoire Sirene par l'Insee (ou preuve de démarche en cours) | Propriétaires forestiers privés | <input type="checkbox"/> | |
| Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés – annexe n°5 | Projets groupés | <input type="checkbox"/> | |
| Pouvoir de tutelle ou curatelle | Tuteur légal ou curateur | <input type="checkbox"/> | |
| Accord sous seing privé, ou acte authentique devant notaire | Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur) | <input type="checkbox"/> | |
| Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété | En cas d'indivision ou de propriété partagée | <input type="checkbox"/> | |
| Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du cogérant, en cas de co-gérance | Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) | <input type="checkbox"/> | |
| Délibération de l'organe compétent approuvant le projet | Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ... | <input type="checkbox"/> | |
| Pièces justificatives du respect de la commande publique (dont formulaire d'engagement) | Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ... | <input type="checkbox"/> | |
| Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture | Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations | <input type="checkbox"/> | |
| Décision du Président ou CR d'Assemblée générale relative au projet (mandat...) | Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations | <input type="checkbox"/> | |

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) : _____

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au guichet unique.

Annexes au formulaire de candidature N°5 : 2018-2020

**À remplir et à joindre au dossier de candidature
datées et signées**

Date limite de dépôt de la demande au guichet unique : 10/07/2020

Annexe 1 : Tableau d'aide au calcul des densités de plantation

Annexe 2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 3 : Données obligatoires à préciser dans l'étude d'opportunité et ou étude préalable

Annexe 4 : Modèle de mandat

Annexe 5 : Tableaux listant les propriétaires

Annexe 6 : Déclaration des aides *de minimis* perçues

Annexe 1 : Tableau d'aide au calcul des densités de plantation

Nom du Bénéficiaire :

Tableau d'aide au calcul des densités de plantation Dispositif 8.6.1

Surface totale :

Nombre d'îlots d'un seul tenant :

Nombre d'îlots travaillés :

| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L |
|------------------------------|--|--|--------------------------|--|---|------------------------------------|-----------------------------------|--|---|------------------------|---------------------------|
| Îlots, bandes ou placeaux/ha | Surface | Essence Objectif (minimum 20 % de la surface/essence et 60 % au total) | Essence d'accompagnement | Feuillus précieux-mélange pied à pied autorisé | Minimum AP MFR pour essence Objectif/ha | % Essence Objectif en Nb de plants | Minimum AP MFR à la plantation/HA | Minimum AP MFR à la plantation/du projet | Minimum AP MFR à la plantation/du projet/EO | Nb de plants du projet | % mélange-contrôle 80/20- |
| | > 4ha, alors mélange 80/20 minimum en Nb de plants | | | | | | | | | | |
| | < 4ha | | | | | | | | | | |
| | > 4ha, alors mélange 80/20 minimum en Nb de plants | | | | | | | | | | |
| | < 4ha | | | | | | | | | | |

Remarques:

Essences Objectif > à 60 % de la surface, soit :

La surface minimum par essence objectif doit être de 20 % , soit :

Contrôle du total des plants exigé, colonne K ≥ à colonne I

Répartition en cas de mélange exigé 80/20 =

ANNEXE N°2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

| 8.6.1 Cotation globale du dossier de demande d'aide | | /55 |
|---|----------------------------|--------------------------|
| NOM : | Numéro de dossier : | |
| Niveau de production actuelle et attendue | | /25 |
| Surface Terrière (ST) moyenne actuelle du peuplement (en m²/ha) | | |
| ST < 5 | <input type="checkbox"/> | /5 |
| 5 < ST < 10 | <input type="checkbox"/> | /4 |
| 10 < ST < 15 | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Production de bois actuelle (en m³/ha/an) | | |
| Moins de 4 m ³ | <input type="checkbox"/> | /5 |
| De 4 à 6 m ³ | <input type="checkbox"/> | /3 |
| Plus de 6 m ³ | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Présence d'une pathologie condamnant le peuplement | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /5 |
| Type de travaux envisagés | | |
| Transformation | <input type="checkbox"/> | /5 |
| Conversion | <input type="checkbox"/> | /3 |
| Amélioration | <input type="checkbox"/> | /1 |
| Augmentation de la production de bois de qualité en volume | | |
| Augmentation > 50 % | <input type="checkbox"/> | /5 |
| 30 % < Augmentation < 50 % | <input type="checkbox"/> | /3 |
| 10 % < Augmentation < 30 % | <input type="checkbox"/> | /1 |
| Séquestration du carbone | | /5 |
| Augmentation du stockage de carbone (liée à la production supplémentaire de bois) | | |
| Augmentation > 50 % | <input type="checkbox"/> | /5 |
| 30 % < Augmentation < 50 % | <input type="checkbox"/> | /3 |
| 10 % < Augmentation < 30 % | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Qualité environnementale du projet | | /8 |
| Mise en œuvre de moyens pour limiter les dégâts sur les sols | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Mise en œuvre de moyens pour préserver les fossés | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Périodes d'intervention adaptées à la faune (reproduction) | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Pas d'utilisation de produit phytosanitaire | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Eco responsabilité/ Engagement dans une démarche d'éco certification des forêts | | /17 |
| Eco certification | | |
| Depuis plus de 5 ans | <input type="checkbox"/> | /5 |
| De plus d'1 à 5 ans | <input type="checkbox"/> | /3 |
| Moins d'un an | <input type="checkbox"/> | /1 |
| Gestion durable de la forêt et suivi de l'exécution du document de gestion durable | | |
| Surface de votre forêt : < 4ha | | <input type="checkbox"/> |
| Vous avez un document de Gestion : | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Si oui, précisez quel document de gestion : | | |
| Surface de votre forêt : de 4 à moins de 25 ha | | <input type="checkbox"/> |
| Vous avez un document de Gestion : | | |
| Oui | <input type="checkbox"/> | /2 |
| Taux de réalisation du document de gestion depuis 2005 | | |
| Moins de 75 % | <input type="checkbox"/> | /3 |
| Plus de 75 % | <input type="checkbox"/> | /5 |
| Surface de votre forêt : > 25 ha | | |
| Taux de réalisation du PSG depuis 2005 : | | |
| De 60 à moins de 80 % | <input type="checkbox"/> | /2 |
| De 80 à moins de 90 % | <input type="checkbox"/> | /4 |
| Plus de 90 % | <input type="checkbox"/> | /5 |

Qualité des travaux prévus dans le présent dossier

Travaux à réaliser par des entreprises certifiées PEFC ou engagées dans une démarche reconnue par PEFC France

/2

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention)

4 - Produits **commercialisables** du peuplement en place

Répartition de la surface terrière en m²/ha par catégories de diamètre

| Essence | (G) - PB 17,5 – 27,5 | (G) - BM 27,5 – 47,5 | (G) - GB 47,5 et plus | (G) - Total |
|---------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | Quantité présumée sur écorce | Unité (m3 ou tonnes) | Prix unitaire estimé (€ / m3) | Valeur totale estimée (€) |
|---|------------------------------|----------------------|-------------------------------|---------------------------|
| Bois d'œuvre/bois d'industrie | | | | |
| Taillis et sous étage | | | | |
| Houppier | | | | |
| Valeur totale estimée du peuplement sur pied | | | | |

5 - Produits commercialisés dans les 5 dernières années

Bois récoltés sur les parcelles cadastrales du projet dans les 5 ans avant dépôt de la demande d'aide:

| Parcelle cadastrale | Essence(s) | Année | Volume | Recettes |
|---|------------|-------|--------|----------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| Total des ventes de bois récoltés depuis 5 ans sur les lieux du projet | | | | |

NB : En cas de vente de bois façonnés, les frais d'exploitation sont à déduire.

| | |
|--|--|
| Valeur totale estimée du peuplement (sur pied + ventes) | |
|--|--|

6 - Station

La zone du projet est-elle couverte par un catalogue ou guide simplifié des stations ? :

| | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Oui Nom du catalogue ou guide : Référence(s) de la ou des station(s) concernée(s) : Essence(s) recommandée(s) par le guide pour chaque station identifiée :..... | <input type="checkbox"/> Non Topographie <input type="checkbox"/> Plateau <input type="checkbox"/> Fond de vallon <input type="checkbox"/> Pente% et exposition Profondeur du sol :..... cm Structure et texture Profondeur d'apparition d'hydromorphie :cm Calcaire actif dans les 40 premiers cm : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Observations particulières : | |

7 - Production actuelle (production moyenne pour les essences objectifs)

| | | | |
|---|---------------|----------|---------------|
| 1) |m3/ha/an | 3) |m3/ha/an |
| 2) |m3/ha/an | 4) |m3/ha/an |
| Production escomptée (production moyenne attendue pour les essences objectifs) après travaux | | | |
| 1) |m3/ha/an | 3) |m3/ha/an |
| 2) |m3/ha/an | 4) |m3/ha/an |

8 - Evaluation de l'impact environnemental - **Partie qui servira de base à l'établissement d'une étude préalable aux travaux et qui devra démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs du réseau Natura 2000 – Etude obligatoire à fournir pour tout projet situé en zone Natura 2000**

Si les terrains sur lesquels est situé le projet sont inclus dans un (des) périmètre(s) particulier(s), cocher la (les) case(s) correspondante(s) :

- Milieu naturel inventorié ou protégé (ZNIEFF, réserve naturelle, arrêté de protection de biotope)
- Site Natura 2000 : préciser le nom du ou des sites concernés :
- Présence d'espèces protégé(e)s ou de milieux d'intérêt patrimonial (préciser lesquels) :
.....
- Patrimoine (Site classé ou Site inscrit, périmètre de 500m d'un monument historique inscrit ou classé, Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager)
- Eau : Périmètre de captage d'alimentation en eau potable
- Espace boisé classé à conserver au POS / PLU (renseignement en mairie)
- Autre (préciser) :
.....

Impact sur les sols :

Le sol est-il sensible au tassement (*par exemple, vous constatez l'apparition de joncs lors des débardages*) :

- oui non

Lors des travaux projetés, mesures prévues pour limiter le tassement :

.....

Impact paysager (*visibilité de la parcelle depuis l'intérieur ou l'extérieur du massif forestier, proximité d'habitations ou de voies de circulation, massif très fréquenté ...*) : faible modéré fort

Commentaire éventuel en cas d'impact fort :

.....

Mesures prévues pour tenir compte des contraintes environnementales (*à remplir obligatoirement en cas de périmètre environnemental, d'espèces ou milieux patrimoniaux, d'impact paysager et notamment pour tout projet situé en zone Natura2000*) :

.....

Capacité de séquestration du carbone (suivant l'annexe 3 de l'appel à candidature)

| | Peuplement existant | Futur peuplement |
|---|---------------------|------------------|
| Surface terrière moyenne selon la potentialité de la station (en m ² /ha) | | |
| Production moyenne de bois selon la potentialité de la station (en m ³ /ha/an) | | |

Fait àle.....

Le demandeur
Signature et cachet

Le maître d'œuvre (si différent du demandeur)
Signature et cachet

ANNEXE N°4 : CONVENTION DE MANDAT DE GESTION ET/OU DE PAIEMENT

(ce mandat type est utilisable soit dans le cas d'un mandat de gestion, soit dans le cas d'un mandat de paiement, soit dans le cas d'un mandat de gestion et de paiement)

Je soussigné
né(e) le à
demeurant à

MANDANT (a)

agissant en qualité de :

Si représentant d'une personne morale :

| | |
|--|--|
| | Représentant légal de :..... Ayant son siège social à : N° SIRET : |
| | Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) : |

désigne comme MANDATAIRE (b)

.....
né (e) le à
demeurant à

Si représentant d'une personne morale :

| | |
|--|--|
| | Représentant légal de :..... Ayant son siège social à : N° SIRET : |
| | Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) : |

QUI ACCEPTE LE MANDAT au titre de l'aide (nom du dispositif) :

Pour :

- constituer et déposer le dossier de demande d'aide
- signer les engagements relatifs au projet
- (*) percevoir sur le compte n° IBAN :
BIC
au nom de
- me représenter lors des contrôles

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au service instructeur, ainsi qu'à l'Agent Comptable de l'ASP (Agence de Services et de Paiement) dans le cas d'un mandat de paiement. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

| Date et signature du / des mandants (a) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour pouvoir » | Date et signature du mandataire (b) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour acceptation » |
|---|---|
| | |

(*) Cette ligne ne doit être cochée que dans le cas d'un mandat de paiement.

Pièces à joindre (*) obligatoirement pour le mandataire, et, en cas de mandat de paiement pour les mandants, signataires d'un mandat sous seing privé :

Les pièces déjà fournies au service instructeur et encore valides n'ont pas à être jointes à nouveau

- Représentant d'une personne morale :

- **Représentant légal** : précision de la qualité dans le mandat **et** copie de la pièce d'identité
- **Autre ou si qualité non précisée** : copie du pouvoir habilitant à représenter la personne morale et copie de la pièce d'identité

- Personne physique : copie de la pièce d'identité.

Il est rappelé que le mandat est personnel, il n'est ni cessible ni transmissible.

ANNEXE N°6 : Déclaration des aides de minimis

Nom du bénéficiaire :

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité) représentant de, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 ¹ de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à d'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare :

- n'avoir reçu aucune aide de minimis ² durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de minimis ² listées ³ dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides de minimis sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,

| Date de l'attribution de l'aide de minimis ³ | Nom et numéro SIREN de l'entreprise ⁴ | Type d'aide de minimis (général) | Montant de l'aide (en euros) |
|---|--|----------------------------------|------------------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL | | | |

1 Pour les subventions octroyées aux associations, il convient d'utiliser le formulaire Cerfa 1215603 accessible sur le www.servicepublic.fr,

2 Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises, Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

3 Si vous avez reçu une aide de minimis, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire: (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...), Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de minimis,

| Date de demande de l'aide de minimis si non encore perçues | Nom et numéro SIREN de l'entreprise | Type d'aide de minimis (général) | Montant de l'aide (en euros) ⁵ |
|--|-------------------------------------|----------------------------------|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL | | | |

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature

(indiquer le nom et la qualité du signataire)

4 le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a des établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf, ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide de minimis de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptable bien l'ensemble des aides de minimis versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des quatre liens suivants:

- une entreprise à la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise à le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou d'une surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci, ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

5 Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide